

Etats-Unis/Politique

Trump accuse le FBI d'avoir politisé les enquêtes en faveur des démocrates

AFP
Washington/États-Unis

Le président s'apprêtait ainsi à autoriser la publication d'une note confidentielle rédigée par un élu républicain controversé de manière à accabler la police fédérale.

DONALD Trump a publiquement mis en cause hier l'intégrité des plus hauts échelons du ministère de la Justice et du FBI qu'il accuse d'avoir "politisé" les enquêtes en faveur de ses adversaires démocrates.



Photo : AFP

Le président Donald Trump : "Les plus hauts responsables et enquêteurs du FBI (...) ont politisé le processus sacré d'investigation en faveur des démocrates et contre les républicains"...

M. Trump de son propre aveu à cause de l'enquête menée sur les ingérences russes dans la campagne électorale de 2016.

Cette mise en cause frontale du FBI intervient au moment où M. Trump s'apprête à autoriser la publication d'une note confidentielle rédigée par un élu républicain controversé de manière à accabler le FBI.

Or Christopher Wray, le directeur du FBI, a lui aussi dans un geste de défiance public rarissime clairement indiqué qu'il n'était pas favorable à cette publication. Le ministère de la Justice a lui aussi fait part de ses réserves notamment pour des raisons de sécurité et le risque de dévoiler des méthodes de collecte du renseignement.

L'élu démocrate Adam Schiff, membre de la commission du Renseignement de la Chambre des représentants, a vivement réagi au tweet présidentiel. "Non,

monsieur le président, c'est pire que cela. Le plus haut responsable élu du pays a donné son accord pour - de manière trompeuse - rendre publiques des informations afin d'attaquer le FBI. C'est cela qui aurait été impensable il y a peu de temps".

La note - encore inédite - a été rédigée par le controversé président républicain de la commission du Renseignement de la Chambre des représentants, Devin Nunes, contre l'avis des membres démocrates de sa commission, à partir d'informations secrètes.

L'objet : les écoutes mises en place par le FBI contre un membre de l'équipe de campagne Trump en 2016, dans le cadre des investigations sur les actions russes. Nombre d'élus républicains ont depuis des semaines pris le FBI pour cible et exigé sur tous les tons, dans tous les médias et avec le hashtag #publishthememo à l'appui, la publication de cette note au risque de dé-



Photo : AFP

... Dans son viseur, le procureur Robert Mueller qui a repris en main l'enquête menée sur les ingérences russes dans la campagne électorale de 2016.

crédibiliser une police fédérale dont ils étaient traditionnellement les grands défenseurs.

Le feu vert du président devait venir "probablement" hier, a confirmé jeudi un haut responsable de l'exécutif. "Le président est d'accord. Je ne pense pas qu'elle (la note) sera expurgée. Après, ce sera entre les mains du Congrès".

ATTEINDRE MUELLER. L'opposition démocrate croit voir clair dans le jeu des républicains : il s'agit ni plus ni moins de discréditer toute l'enquête sur les ingérences russes dans la campagne, via une note rédigée, selon eux, de façon partielle et partisane.

Une enquête reprise en main l'an dernier par Robert Mueller, et qui déstabilise toute la présidence du milliardaire septuagénaire, dont des dizaines de proches et collaborateurs ont déjà été interrogés par les enquêteurs. Lui-même

pourrait être appelé à s'expliquer sur une éventuelle collusion avec Moscou.

"Cela fait partie de leurs tentatives orchestrées pour saper l'enquête de Robert Mueller", a dit le sénateur démocrate Chris Coons.

Au Congrès, certains républicains appellent à l'arrêt pur et simple de l'enquête du procureur spécial, en s'appuyant sur le contenu de la note Nunes.

"Toute cette enquête Mueller est une fiction qui n'aurait jamais dû être lancée", a dit le représentant républicain Matt Gaetz sur Fox News mercredi.

Le président de la Chambre, Paul Ryan, affirme pourtant l'inverse, justifiant la publication du mémo par le devoir de contrôle de l'exécutif par le pouvoir législatif. "Cette note n'est pas une mise en accusation du FBI ou du département de la Justice, et ne remet pas en question l'enquête Mueller", a-t-il martelé.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentats. Arrestations en cascade** Les autorités afghanes ont arrêté "onze personnes" après la vague d'attentats qui a secoué le pays, a indiqué hier le président Ashraf Ghani annonçant qu'un "nouveau plan de sécurité pour Kaboul" serait présenté dimanche.

• **Chine/Accident. Une camionnette prend feu et renverse des piétons**



Photo : AFP

Une camionnette remplie de bonbonnes de gaz et de bouteilles d'essence a pris feu et est sortie de route hier en plein Shanghai, percutant une foule de piétons, un accident qui a fait au moins 18 blessés dont neuf restaient hospitalisés en fin de journée, selon les autorités et des témoins.

• **France/Accident. Cinq morts dans la collision de deux hélicoptères de l'armée**

Deux hélicoptères de l'armée française se sont écrasés hier matin après s'être percutés près du lac de Carcès, dans le sud-est de la France, faisant au moins cinq morts, a-t-on appris hier matin de source proche de l'enquête.

• **Grande-Bretagne/Justice. L'auteur de l'attaque d'une mosquée condamné à la perpétuité**



Photo : AFP

Darren Osborne, un Gallois de 48 ans qui avait lancé une camionnette contre des musulmans à proximité de la mosquée de Finsbury Park à Londres en juin 2017, tuant un homme et en blessant 12 autres, a été condamné hier à une peine de prison à perpétuité. Une peine assortie d'une période de sûreté de 43 ans.

• **Turquie/Conflit. Tué par une roquette tirée depuis la Syrie**

Une personne a été tuée et plusieurs autres blessées hier dans la chute de roquettes en provenance du nord de la Syrie sur la ville frontalière turque de Reyhanli, a annoncé son maire.

Burundi/Référendum de mai prochain

Un maire-adjoint veut "casser les dents" des militants du non

AFP
Nairobi/Kenya

L'opposition en exil dénonce un "terrorisme d'Etat".

UN responsable du parti au pouvoir au Burundi a menacé de "casser les dents" de ceux qui feront campagne pour le "non" lors du référendum constitutionnel prévu en mai, qui pourrait permettre au président Pierre Nkurunziza de diriger jusqu'en 2034, a-t-on appris hier de sources concordantes.

Le Cnared, principale plateforme de l'opposition en exil, a immédiatement dénoncé hier un "terrorisme d'Etat". "Ça sera un référendum où les gens n'auront le droit que de voter pour le oui", a déclaré à l'AFP le porte-parole du Cnared, Pancrace Cimpaye.

Dans un extrait vidéo diffusé sur les réseaux sociaux et dont l'authenticité a été confirmée auprès de responsables locaux sous couvert de l'anonymat, Revocat Ruberandizi, adjoint au maire de la localité de Butihinda (nord-est) et chef de la branche locale du parti au pouvoir CNDD-FDD, s'est adressé aux habitants le samedi 27 janvier à l'issue de travaux communautaires.

Evoquant des "déstabilisateurs" qui passeront "maison par maison pour vous dire de voter non", M. Ruberandizi a soutenu : "le président a dit publiquement que celui qui va faire la campagne du non aura franchi une ligne rouge, et aura quitté le groupe des saints pour celui des criminels".

"Celui que vous allez attraper en train de faire campagne pour le non, livrez-le à nous", a ajouté celui qui est aussi le responsable

local des Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU a qualifié de milice. "Nous allons casser les dents de ces déstabilisateurs, de ces contestataires".

L'annonce en avril 2015 de la candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat controversé avait marqué le début d'une crise politique qui a fait au moins 1 200 morts et plus de 400 000 déplacés, selon les sources (ONU et ONG). La CPI a ouvert une enquête sur ces violences, principalement attribuées aux forces de sécurité et aux Imbonerakure.

Lors du référendum prévu en mai, les Burundais doivent voter sur un projet de révision de la Constitution qui permettrait à M. Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de briguer à partir de 2020 deux nouveaux mandats de sept ans.

Le gouvernement a lancé le



Photo : AFP

Les menaces d'un responsable du CNDD-FDD au pouvoir, dont on voit le siège ici, ont été interprétées par l'opposition comme relevant du "terrorisme d'Etat".

12 décembre une "campagne d'explication" autour de la réforme constitutionnelle. Mais la campagne officielle ne commencera que deux semaines avant le référendum, et personne n'est encore autorisé à défendre ouvertement le oui ou le non.

A la mi-janvier, le groupe parlementaire d'opposition Amizero y'Abarundi avait

dénoncé l'arrestation de plus de 40 de ses partisans, auxquels le gouvernement reproche de militer avant l'ouverture officielle de la campagne.

Ce groupe dénonce un "deux poids-deux mesures flagrant", estimant que les ministres et responsables du CNDD-FDD) n'hésitent pas à faire campagne pour le oui.